

1866.
Capitulation
de Matamoros
(23 juin).

capitulation. Il obtint des garanties pour les habitants, et put se retirer avec armes et bagages, ne perdant que son artillerie (43 pièces). Matamoros fut abandonné le 23 juin. Les débris des troupes du général Mejia, transportés à Vera-Cruz, se reformèrent à Paso del Macho. Juarez blâma les clauses de cette capitulation et ne voulut pas en reconnaître la validité.

La destruction de la colonne du général Olvera avait enlevé au colonel de Tucé tout moyen de faire passer son propre convoi à Matamoros. Il se hâta de rétrograder, car la proximité de la frontière américaine amenait des désertions nombreuses dans les bataillons de la légion étrangère ⁽¹⁾. Le 28 juin, il rentra à Monterey.

La chute de Matamoros remplit d'allégresse les ennemis de l'Empire et diminua d'autant la confiance de ses rares partisans. La garde rurale de Parras, jusqu'alors si fidèle et si dévouée, fit défection dans la nuit du 23 au 24 juin ; son chef, Campos, fut obligé de fuir avec huit cavaliers seulement ; l'ennemi prit aussitôt possession de la ville. Entre Monterey et San Luis, aucune communication n'était plus possible ; ni diligence, ni courriers, ne pouvaient passer ; Pedro Martinez coupait les routes ; cependant, le 29 juin, il était battu à Catorce ; le 13 juillet, étant venu attaquer le poste d'Incarnacion avec six cents hommes, parmi lesquels une centaine de déserteurs, il en était repoussé après un combat de cinq heures ; mais ces échecs importaient peu à une troupe qui réparait immédiatement ses pertes. Le maréchal, obligé de rappeler les colonnes françaises engagées dans le Nord, ne voulait pas livrer à l'ennemi une ville aussi importante que Monterey ; il comptait y laisser

(1) Soixante-dix-neuf hommes désertèrent en quelques jours.

1866.
—

le régiment belge et deux cents hommes de troupes mexicaines de Quiroga. La nouvelle du départ de la garnison française jeta l'alarme dans la ville ; on ne pouvait, en effet, avoir aucune confiance dans les troupes belges et mexicaines. Les Mexicains ne recevant pas régulièrement leur solde, on s'attendait à les voir désertir d'un moment à l'autre ⁽¹⁾, et le corps belge était menacé d'une désorganisation complète. Le colonel Van der Smissen déclarait lui-même qu'il ne comptait pas sur ses hommes. Les fatigues et les déboires de campagne avaient mécontenté officiers et soldats. Beaucoup d'officiers demandèrent à retourner en Europe, le temps pour lequel ils s'étaient engagés à servir au Mexique étant expiré ; ils ne supportaient pas la subordination hiérarchique vis-à-vis des officiers mexicains ; il était même difficile de les placer sous les ordres d'officiers français. Des bruits ayant été répandus sur un projet d'annexion de la Belgique à la France, leur susceptibilité s'en était accrue. Dans ces conditions, il n'était plus possible de conserver Monterey ; toutefois le maréchal donna l'ordre de surseoir à l'évacuation ; il transporta son quartier général à San Luis, afin de veiller de plus près aux embarras de la situation.

Quant à l'empereur Maximilien, il refusait toujours de se rendre à l'évidence et ne comprenait pas que le rôle de l'armée française était terminé ; il se montrait vivement ému des mouvements rétrogrades des troupes et des progrès incessants des libéraux.

Leur retour à Chihuahua lui avait été particulièrement

(1) Quiroja et Campos offrirent à Escobedo de se prononcer en faveur de Juarez, mais les chefs libéraux repoussèrent toute condition et exigèrent une soumission pure et simple. Quiroja et Campos restèrent alors fidèles à l'Empire. (Lettre de Quiroja à Viesca, 30 juillet 1866 ; *Execut. docum.*, 1866-67.)

1866.

sensible, et à ce sujet il avait écrit au maréchal Bazaine (1).

« Les nouvelles que je reçois de l'intérieur me démontrent l'impérieuse nécessité de renvoyer Juarez de Chihuahua, et d'occuper cette ville définitivement, pour ôter aux Etats-Unis le seul prétexte plausible d'accréditer auprès de lui un ambassadeur, et l'occasion de présenter chaque jour de nouvelles exigences.

« Il est évident qu'il entre autant dans les intérêts de votre glorieux souverain et de mon auguste allié l'empereur Napoléon, que dans les miens, de mettre un terme aux prétentions du cabinet de Washington, en renvoyant Juarez de sa dernière capitale; il y a même de notre honneur.

« Je le répète, les nouvelles extérieures que je reçois font ressortir l'urgence de cette mesure, et, comme *chef de mon armée, vous aurez la bonté d'aviser immédiatement à son exécution*, et j'écris à l'empereur Napoléon, auquel je fais part de mes résolutions. »

Le ton de commandement de cette lettre contrastait singulièrement avec l'impuissance de l'Empereur, jusqu'alors tenu en tutelle aussi bien par le maréchal que par le gouvernement français. Le maréchal écrivit cependant au général de Castagny à Durango, pour faire préparer une nouvelle expédition sur Chihuahua; en confirmant les mêmes ordres le 24 juin, il prévoyait le cas où l'on devrait pousser jusqu'à Paso del Norte, et témoignait en réalité du désir d'en finir avec Juarez, dont il croyait du reste l'influence ruinée; mais le courrier arrivé d'Europe, le 28 juin, modifia ces dispositions; contre-ordre fut envoyé par le télégraphe au général de Castagny, et tout mouvement fut suspendu.

A la suite de la mission du baron Saillard, le maréchal Almonte avait été envoyé à Paris pour proposer un projet de modification du traité de Miramar. Les instructions du

(1) Le maréchal au ministre, 28 mai.

1866.

ministre de la guerre, datées du 31 mai, montraient combien cette démarche avait été mal accueillie; en effet, à la même date, le gouvernement français adressait au gouvernement mexicain une note diplomatique dans le but de préciser la ligne de conduite qu'il se proposait de suivre à l'avenir.

L'expédition du Mexique, était-il dit, n'avait eu d'autre motif que la nécessité d'obtenir par les armes certaines réparations auxquelles la France avait le droit de prétendre; si plus tard elle s'était montrée favorable à la fondation de l'Empire et aux tentatives généreuses de l'empereur Maximilien, elle avait dû néanmoins se fixer à elle-même la limite dans laquelle il serait possible de lui venir en aide et « *mesurer à l'importance des intérêts français engagés dans cette entreprise l'étendue du concours qu'il lui était permis de lui offrir* ». C'est dans ce but que le traité de Miramar avait été signé. Le gouvernement mexicain n'en ayant pas rempli les conditions, la France était en droit de réclamer de nouvelles conventions. Le gouvernement français s'étonnait de voir que, malgré ses refus réitérés de prolonger le séjour de ses troupes au Mexique et de consentir de nouvelles avances d'argent, le gouvernement mexicain renouvelât ses demandes, et lui fit porter encore par le général Almonte des propositions de même nature; « *il se rendait difficilement compte de la persistance des illusions qui avaient présidé à la conception du projet qu'on lui présentait*. » Loin de l'accepter, il demandait formellement au Mexique de nouvelles garanties financières et notamment une délégation de la moitié du produit des douanes maritimes. Dans le cas où cette proposition serait rejetée, il déclarait se considérer comme libre de tout engagement, et prescrivait au maréchal Bazaine « *de procéder avec toute la diligence possible au rapatriement de l'armée*

Note
du 31 mai.

1866.

en ne tenant compte que des convenances militaires et des considérations techniques dont il serait le seul juge. Le maréchal aurait en même temps à procurer aux intérêts français les sécurités auxquelles ils ont droit. »

On se plaignait ensuite, non sans quelque raison, de voir les réclamations anglaises réglées sans conteste ⁽¹⁾, des créances douteuses et non exigibles ⁽²⁾ payées argent comptant, tandis qu'une résistance systématique des conseillers de l'empereur Maximilien se manifestait sur tout ce qui touchait aux intérêts de la France.

Dans ses dépêches au maréchal Bazaine, le ministre de la guerre ⁽³⁾ lui recommandait « d'appuyer de toute son influence » les demandes énoncées dans cette note ; il lui faisait connaître que « le gouvernement français persistait dans les considérations qui avaient motivé les déclarations d'après lesquelles avaient été déterminées les époques successives du rappel des troupes, aussi bien que dans les résolutions prises pour exonérer le trésor français de toute dépense, en dehors de celles qui avaient pour objet l'entretien de l'armée française. Il désirait que la moitié du produit des douanes fût attribuée soit aux dépenses courantes de l'armée, soit à l'extinction des dettes que le gouvernement mexicain avait contractées vis-à-vis de la France ».

Le maréchal devait prévoir le cas « où les embarras de toute nature, qui entouraient le gouvernement mexicain, et, en première ligne, le déplorable état de ses finances, amèneraient de la part de l'empereur Maximilien des résolutions extrêmes », et il devait veiller à ce que l'évacuation du

(1) Le maréchal, dans une lettre du 6 juillet au ministre, signale l'envoi de six cent mille piastres en Angleterre.

(2) Allusion aux paiements faits à Jecker. Voir à l'appendice.

(3) Le ministre au maréchal, 31 mai.

1866.

Mexique par l'armée française, dans d'aussi graves circonstances, ne portât pas atteinte à son prestige.

La rigueur des conditions posées dans la note du 31 mai, avait certainement pour but de déterminer l'empereur Maximilien à une abdication. Il ne paraissait plus possible qu'il fût en état de se maintenir sans la protection des troupes françaises, et celles-ci étant obligées de se retirer, le gouvernement français lui suggérait avec raison la pensée de quitter volontairement un trône dont il serait inévitablement précipité par la force des événements. L'empereur Maximilien pensa en effet à une abdication, car la note du 31 mai détruisait d'un seul coup toutes ses espérances ; il n'avait jamais supposé que l'empereur Napoléon pût l'abandonner aussi complètement. Jusqu'alors, les menaces des Etats-Unis ne l'avaient pas inquiété. « Elles ne font pressentir rien de sérieux, disait-il ; en irritant la fibre nationale en France, elles nous font plus de bien que de mal. Ils sont bien loin de vouloir faire la guerre ; ce sont des bravades et des tentatives habiles d'intimidation, qui ne me semblent devoir guère réussir vis-à-vis d'un pays tel que le vôtre, qui a foi dans sa force et dans sa position dans le monde, qui ne livrera pas son œuvre à la rapacité d'autrui ⁽¹⁾. »

La note du 31 mai mit fin à ces rêves ; le premier mouvement fut peut-être du désespoir, mais il dura peu. On lit dans un rapport confidentiel du 29 juin, adressé au ministre de la guerre quelques heures après l'arrivée à Mexico de la note 31 mai : « On a pu compter sur l'éventualité de l'abandon spontané de l'Empereur, ce qui ouvrirait un

(1) L'empereur Maximilien disait du reste qu'une guerre entre la France et les Etats-Unis lui aurait souri.

Lettre de l'empereur Maximilien datée du 16 mars 1866.

1866.

nouvel ordre d'idées ; mais je crois pouvoir dire à Votre Excellence que je connais bien Sa Majesté et qu'on doit calculer sur une *obstination invincible* ⁽¹⁾. »

« L'Empereur sera d'autant plus affermi dans sa détermination, qu'il comprendra tous les embarras que cette détermination peut causer au gouvernement français. Il est incontestable que l'on a toujours *compté ici* ⁽²⁾ que la France, qui a fait la question mexicaine, se trouvait engagée à la soutenir jusqu'aux dernières limites ; si cet appui vient à manquer, il est à craindre qu'une violente réaction n'entraîne à un système d'hostilités indirectes, mais qui peuvent devenir très-compromettantes. »

Départ
de l'impératrice
Charlotte
pour l'Europe.

Depuis quelque temps, l'impératrice Charlotte s'était abstenue de toute immixtion directe ou indirecte dans la politique, et s'occupait exclusivement du conseil de bienfaisance. Elle avait jusqu'alors fait preuve d'une si rare énergie, surtout vis-à-vis des ministres, qu'une aussi complète abstention était fort regrettable. Mais, lorsqu'elle vit quel abîme s'ouvrait devant son trône, elle reparut aussitôt en scène avec toute la virilité de ses résolutions. Il fut décidé qu'elle partirait immédiatement pour Paris, afin d'essayer si son influence n'amènerait pas l'empereur Napoléon à revenir sur ses déterminations. On avait eu d'abord l'intention de cacher le départ de l'impératrice jusqu'au moment de son embarquement, mais il n'avait pas été possible de garder un secret absolu ; ce projet transpira, et, pour mettre fin aux commentaires inquié-

(1) En marge de l'original de cette lettre, au crayon, soit de la main du ministre, peut-être de celle de l'empereur Napoléon, on a écrit ces mots : *tant mieux*.

(2) En marge au crayon : *trop*.

1866.

tants, le journal officiel du 7 juillet annonça « que l'Impératrice se rendait en Europe chargée d'une mission spéciale relative aux affaires du Mexique ».

Le ministre de France et le maréchal n'en avaient pas été informés ; le maréchal était alors à San Luis de la Paz ; un de ses officiers resté à Mexico l'ayant prévenu par le télégraphe, le 7 juillet, il envoya aussitôt, par dépêche chiffrée, l'ordre au commandant de l'escadre d'avertir le gouvernement français par la voie la plus rapide ⁽¹⁾.

L'impératrice Charlotte quitta Mexico le 8 juillet ⁽²⁾.

Le lendemain seulement, l'Empereur reçut M. Dano, ministre de France, chargé de lui remettre officiellement la note diplomatique du 31 mai ; il avait de même prétexté une indisposition pour ne pas voir le maréchal qui, au moment de son départ de Mexico, avait sollicité une audience de congé ⁽³⁾.

L'impératrice Charlotte arriva le 10 août à Saint-Nazaire. La nouvelle de la bataille de Sadowa lui causa tout d'abord une vive et douloureuse impression.

Elle partit aussitôt pour Paris.

L'empereur Napoléon, alors assez souffrant, était à Saint-Cloud ; après avoir essayé d'éviter une entrevue pénible, il dut céder aux instances pressantes de l'impératrice Charlotte et consentir à la recevoir ; mais il resta iné-

(1) La dépêche chiffrée, partie de San Luis de la Paz le 7 juillet, fut portée au consul de France à New-York le 19 juillet, arriva à Vigo le 1^{er} août, et à Paris le même jour.

(2) On n'avait pas d'argent pour le voyage de l'impératrice ; l'Empereur disait « qu'il avait fallu donner un coup de balai dans la caisse centrale pour y ramasser les quelques piastres qui s'y trouvaient. » Le ministre des finances avait conseillé de vendre les bijoux de l'impératrice.

(3) Le maréchal au ministre, 6 juillet.